

Entretien croisé avec Gwenaëlle d'Aboville
et Nicolas Détrie

« Rendre l'espace public accueillant pour les plus fragiles »

Gwenaëlle d'Aboville est urbaniste et co-dirige l'agence Ville Ouverte. Nicolas Détrie est le fondateur de Yes We Camp, un collectif qui investit des lieux en transformation.

Comment ceux qui construisent la ville prennent-ils en compte les souhaits de ses habitants ?

Gwenaëlle d'Aboville (GA) : Comme urbaniste, j'interviens au stade des études urbaines, c'est-à-dire après que la décision de construire a été prise par un maire, au moment où il s'agit de préciser les choses. Il est assez rare que le cahier des charges soit de faire une ville plus inclusive, une ville qui se soucie des plus fragiles. L'objectif affiché est généralement de redynamiser, d'embellir, de transformer... Souvent, l'enjeu est d'arriver à valoriser un endroit dévalorisé. La priorité est donc une valorisation financière, même s'il nous arrive aussi d'intervenir lorsque des riverains sont excédés par leurs conditions de vie. Ce qui me frappe, c'est qu'on passe peu de temps à comprendre ce qui existe vraiment, les lieux, le tissu social, alors qu'on dépense énormément d'énergie à inventer une transformation.

Cela signifie-t-il que les collectivités, quand elles commandent une étude à des urbanistes, n'attendent pas leur diagnostic ?

GA : Elles attendent un « diagnostic urbain », avec des précisions sur l'état des commerces, sur la salubrité des bâtiments, mais à travers des procédés techniques et encadrés. Il arrive que certaines collectivités connaissent très bien leurs quartiers, leurs populations. Mais on a rarement conscience de la richesse des interactions qui existent entre les habitants et les lieux. On soigne trop peu ce qui existe lorsqu'on se projette dans un futur.

*Les Grands Voisins, une expérience
de mixité sociale au cœur du 14^e
arrondissement de Paris.
© Yes we camp*



Devancez-vous parfois les demandes des collectivités pour leur faire comprendre cette richesse ?

GA : Faire participer les habitants, c'est tout simplement une façon d'obtenir un meilleur urbanisme à l'arrivée. Certaines mairies le comprennent. Il faut écouter les habitants pour mieux comprendre ce qui a de la valeur pour eux. C'est par la participation citoyenne qu'on arrive à faire remonter aux oreilles des décideurs ce qui constitue une richesse : ça peut être un bâtiment, ça peut être un voisinage, le fait que des personnes vivent depuis longtemps dans un endroit où elles ont développé de l'entraide, des ressources... C'est aussi très politique car quand on fait remonter la parole des habitants, il devient plus difficile de construire en ignorant leur avis.

Nicolas Détrie, vous avez créé Yes We Camp en 2013, une association qui compte une centaine de salariés permanents. Vous investissez des espaces qui vous sont confiés, généralement pour une durée limitée, dans le cadre d'opérations d'aménagement urbain ou parce que ce sont des espaces qui ne sont pas utilisés. Yes We Camp est connu pour avoir imaginé le site des Grands Voisins, sur l'emplacement de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, dans le 14^e arrondissement de Paris, où des personnes en foyer d'hébergement côtoyaient entrepreneurs, artistes et flâneurs attablés au café.

Nicolas Détrie (ND) : Notre premier projet était un terrain vague à Marseille, quand la ville était capitale européenne de la culture. Nous avons créé un espace associant hospitalité et créativité qui a pris la forme d'une ville éphémère construite collectivement sur une dalle de béton appartenant au port de Marseille. Plusieurs centaines de personnes sont venues de plusieurs pays d'Europe. Yes We Camp a construit, géré, animé cet endroit pendant huit mois, jusqu'au démontage final. Nous intervenons aussi dans des bâtiments. La mairie de Paris nous a proposé de nous occuper de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris, dans

le 14^e arrondissement, un projet qui a ensuite été baptisé « Les Grands Voisins ». Peu importe la taille et la durée du projet : nous sommes intervenus dans un café à Montreuil et dans un restaurant d'un petit village des Cévennes. Ce qui nous motive, c'est de faire d'un espace une machine à inventer, à améliorer collectivement notre créativité. Cela passe par comment on prépare à manger, comment on mange, comment on apprend, comment on prend soin les uns des autres... Des actions qui font partie de notre quotidien. C'est parfois payant, parfois gratuit, il n'y a pas de règle. Ce qui m'intéresse, c'est de sortir de la relation client-prestataire, de dépasser les relations marchandes. Nous faisons parfois appel au bénévolat, même si je trouve ce mot mal choisi, je préfère parler d'« implication volontaire ». Dans notre vie de tous les jours, nous sommes généralement très passifs, nous avons tendance à nous comporter en clients. Si la rue est sale, par exemple, on va râler contre la mairie. Nous nous sommes habitués à une forme d'individualité, souvent passive. Des choix nous sont soumis, mais nous sommes loin de la chaîne de fabrication de ces choix. Sur Internet, c'est « je like » ou « je like pas », « j'achète » ou « j'achète pas ». Une personne vivant dans un endroit participe généralement très peu aux choix qui pourraient lui permettre de mieux habiter ce lieu. À l'échelle d'une colocation, les gens se rendent des services. Ne pourrait-on pas se rendre les mêmes services à l'échelle d'un quartier ?

Est-ce que votre intervention change quelque chose dans la programmation qui est ensuite décidée par l'aménageur ?

ND : Il y a un legs important, bien sûr, avec des externalités positives. C'est manifeste dans le cas des Grands Voisins. Nous sommes arrivés en 2015, d'abord avec un engagement de deux mois, puis de dix mois, et nous étions toujours là en 2020. Au départ, Martin Hirsch, le directeur général de l'Assistance publique et des Hôpitaux de Paris, a sollicité l'association Aurore en lui disant : l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul va rester inoccupé pendant au moins deux, trois ans, on pourrait y loger des sans-abri. Aurore nous a ensuite contacté pour ouvrir le site au public et qu'il ne soit pas seulement un lieu dédié au social. À l'époque, certains habitants du 14^e arrondissement protestaient contre l'importance du nombre d'HLM dans leur quartier. Créer un ghetto social n'aurait donc pas été bien perçu. Dans le legs, il y aura un centre d'hébergement d'urgence (CHU), ce qui n'était pas prévu au départ. L'histoire des Grands Voisins, c'est comment les indésirables ont rendu le lieu désirable ! (cf. p. 47).

Votre objectif est de faire en sorte que des personnes d'origines différentes partagent un lieu. Comment vous y prenez-vous ?

ND : En fait, c'est assez simple. D'abord, il faut que le lieu soit ouvert à tous. Les personnes mobiles étant souvent les mieux informées, elles vont venir si un projet est intéressant. Comme les plus fragiles sont moins mobiles, si on veut une vraie cohabitation de personnes venant d'horizons sociaux différents, il faut l'imposer par la programmation. Par exemple, si on met un CHU, il y aura des personnes de la rue ; si on met une crèche, il y aura des enfants... Au début de la conception du projet, nous élaborons des programmes fixes dans les bâtiments. Comme ça, nous savons que les publics liés à ces services seront présents. Ensuite, nous essayons de faire venir des personnes différentes pour obtenir cette fameuse cohabitation.

Il y a une forme de panache et de liberté dans ce que vous faites...

ND : Notre équipe compte beaucoup d'artistes, de designers, d'architectes, de personnes qui pensent l'espace... Elles rejoignent souvent Yes We Camp parce qu'elles ont envie de renouveler leurs pratiques professionnelles. Par la transformation physique de l'espace,

par la programmation proposée, nous arrivons à créer des lieux différents. Ça nous fait plaisir quand on nous dit « Je suis rentré et j'ai vu que c'était différent », puis « La semaine prochaine, j'ai un peu de temps, est-ce que je pourrais vous aider ? » ou « J'ai un projet qui sommeille depuis longtemps, mais peut-être qu'ici je pourrais le proposer ». Nous aimons susciter des possibilités d'implication.

Quels sont les ingrédients qui vous paraissent importants dans l'accueil ?

ND : L'hospitalité, ce n'est pas une utopie, ce sont des choses très concrètes qui permettent de rendre la ville accueillante. Manifester une volonté d'accueillir les corps, même des plus fragiles physiquement ou psychologiquement, nécessite des équipements : des assises, des toilettes, des verres d'eau, de l'information... Après, il faut gérer cet espace pour que tout le monde s'y sente légitime, ce qui passe par une forme de police discrète et juste. Aux Grands Voisins, quand les jeunes hébergés dans le foyer ont commencé à squatter un espace, à se l'approprier, à mettre de la musique tous les jours, à dealer... il a fallu leur rappeler l'égalité légitimité de tous à être présents dans ces lieux. Ils avaient le droit d'être là, mais pas d'accaparer l'espace. Cette gestion prend du temps et nécessite la présence de nombreux bénévoles. Et la meilleure façon de se sentir vraiment ensemble, c'est de faire des choses ensemble, en travaillant manuellement, en jardinant, en réparant des choses, en animant une émission de radio, en réparant de vieilles chaises... Avec un petit budget de 15 000 euros, qu'est-ce qu'on peut faire à l'horizon de trois mois pour améliorer la vie dans un quartier ? De petits équipements peuvent changer la vie des gens. Si on enchaîne les micro-projets à l'échelle d'un quartier pendant 18 mois, il y aura plus de monde et d'intérêt la prochaine fois qu'on réunira ses habitants pour parler des développements futurs.

Habituellement, la place d'un projet comme celui-là est plutôt en banlieue qu'en plein Paris...

ND : Le retentissement a été beaucoup plus important parce que les Grands Voisins étaient en plein cœur du 14^e arrondissement, qu'il a contribué à dynamiser. Une étude avait montré qu'il n'y avait pas de place pour des commerces sur cette grande avenue et qu'il fallait se contenter de faire des équipements et du logement. Finalement, on a eu jusqu'à 250 commerces qui se sont installés en payant un loyer, la plupart pendant 18 mois. Les rez-de-chaussée ont été consacrés à l'artisanat et l'aménageur a décidé de transformer 5 000 mètres carrés de logement en activités commerciales. Il y a eu une boulangerie, un luthier, des personnes qui travaillaient le métal ou le végétal. Cette surface était aussi vouée à être un tremplin pour la création d'entreprises. Pratiquer des loyers inférieurs au marché nous a permis d'attirer ces artisans. C'est un opérateur public qui va maintenant investir tous ces rez-de-chaussée d'immeubles. Lorsqu'un promoteur immobilier obtiendra un lot, il aura la maîtrise de son immeuble, mais pas du rez-de-chaussée car l'ensemble des commerces sera géré par un opérateur unique qui aura la charge de faire cette péréquation.

L'une des clefs de la réussite d'un projet est de réaliser beaucoup d'espaces communs...

ND : On crée des espaces avec des vocations différentes et ensuite, pour que ça se passe bien, ce n'est pas magique, il faut apporter des soins, une présence humaine, des services dénommés parfois la « régie des communs ». Dans le futur quartier, il y aura une école, des logements à plus de 15 000 euros du mètre carré, un centre d'hébergement d'urgence et des logements sociaux. Pour que quelque chose de fertile germe de cette cohabitation, il faut du travail. Ce n'est pas forcément grand chose : quelques postes de salarié, des services



*L'un des objectifs des Grands
Voisins était d'aboutir à un
maximum de brassage social.
© Plateau urbain*

civiques, quelques moyens de production, des espaces communs, beaucoup d'écoute... L'entreprise qui gèrera ces « socles actifs » devra aussi financer cette « régie des communs » qui aura pour mission d'améliorer la communication et l'écoute entre les différentes parties du site.

Est-ce que ces aménagements ne reviennent pas moins chers à la société que les aménagements traditionnels ? Vos projets sont déficitaires sur le plan comptable, mais ils sont bénéficiaires, dites-vous, si l'on prend en compte tous les avantages que vous apportez au territoire ou à la collectivité directement concernée...

ND : C'est ce qui nous motive chaque jour car ces externalités positives, nous les ressentons fortement. Les relations que nous arrivons à susciter au quotidien entre des gens d'origines différentes sont notre moteur. Ce type d'espaces permet de rompre l'isolement, la solitude de la société moderne. Finalement, entre le travail et la maison, il n'y a pas beaucoup d'espaces où il peut se passer quelque chose de différent. Les gens appellent ça des « tiers lieux », très bien, nous nous préférons l'expression « espaces autorisants ». Quand on vient au Grands Voisins ou dans d'autres espaces que nous gérons, les codes sont différents. Les regards aussi, on devient davantage curieux des autres. Il peut y avoir des personnes très différentes, mais le cadre est sécurisé, la rencontre est possible. Comment un cadre de vie peut-il apporter de la vitalité, donner envie de découvrir des choses ? Parler à des personnes à qui on n'a pas l'habitude de parler permet d'apprendre des choses nouvelles. C'est un besoin commun à tous les êtres humains. Bien sûr, il existe des initiatives qui vont dans ce sens, mais elles sont souvent isolées. Comment faire pour que ça touche

*Le site
de l'ancien
hôpital Saint-
Vincent-de-Paul
a été transformé
pendant
4 ans en lieu de
convivialité
et de solidarité.*
© Plateau urbain



tout le monde ? Imaginons que chaque Français actif donne une heure de son temps par mois pour mieux s'occuper des uns et des autres, cela représenterait 350 000 équivalents temps plein (ETP), soit deux fois plus que les effectifs de la SNCF. Cela créerait une dynamique qui profiterait à tous.

Comment quantifier ces externalités positives ?

ND : Il y a beaucoup de valeurs d'usage, de participation, d'identité, des valeurs immatérielles qui sont créées dans ces lieux. Bien sûr, ce sont des choses impossibles à mesurer. Mais nous devons désormais nous engager sur des chiffres pour obtenir des financements publics, qui ont représenté en 2018 un cinquième de nos ressources. Nous avons très peu recours à l'argent public dans le passé car nos projets réclament une part d'indétermination. Nos projets sont en grande partie itératifs, nous ne savons pas toujours très bien où nous allons. Dans ces conditions, il est difficile de réclamer des subventions pour un projet qui n'est pas complètement bordé, pour lequel il n'est pas possible de s'engager sur un nombre de bénéficiaires, un plan à 5 ans ou à 15 ans... Aujourd'hui, nous essayons de créer des indicateurs. Par exemple, il est possible de quantifier le nombre d'heures d'ouverture au public. Les sites que nous gérons ouvrent 70 heures par semaine. C'est plus qu'une bibliothèque ou une piscine municipale, pour un projet qui est porté par la société civile. Nous pouvons aussi comptabiliser le nombre d'emplois créés, le nombre d'emplois en insertion, le nombre d'ateliers organisés, la quantité de déchets organiques compostés sur nos sites... Combien de mètres carrés ont été mis à disposition de combien d'associations ? Nous aimons bien les terrains vagues, les tiers-lieux de plein air, car il est facile de s'y sentir à l'aise. Ils sont plus faciles à ouvrir au public que les lieux fermés, on entre, on s'y sent légitime et on peut ralentir, s'asseoir, bricoler, parce qu'on a l'impression d'être un peu chez soi, et en tous cas pas chez quelqu'un.

Comment ces projets sont-ils perçus par les collectivités ?

GA : La France est l'un des pays au monde où on travaille de la façon la plus hermétique. On parle uniquement en abstractions. En s'exprimant ainsi, le risque d'oublier qu'on fa-

brique le cadre de vie des gens est accentué. Un exemple, je travaille beaucoup en banlieue. Lorsque vous dites à des habitants de cité : « nous voudrions redynamiser votre quartier et le densifier pour le désenclaver », nous utilisons trois abstractions. Inconsciemment, nous construisons un méta-discours sans rapport avec l'usage de la ville : traverser, faire ses courses, jouer dehors, s'asseoir sur un banc, rencontrer un voisin... Bien sûr, cela exclut les habitants du processus de consultation. De plus, notre culture politique est extrêmement descendante, très peu participative. Dans une réunion de consultation type « à la française », l'élu parle 1h20 et prend 10 minutes de questions-réponses. Et lorsqu'il est en retard, tout le monde l'attend... En fait, nous construisons des lieux de débat qui sont inaccessibles aux gens. Pourtant, tout peut être fait à condition de secouer nos habitudes. J'ai travaillé avec des SDF, avec des mères de famille à leur domicile, j'ai travaillé avec des personnes aveugles sur des questions d'espace public, j'ai travaillé sur un projet avec des personnes qui fréquentaient un lieu tout en habitant à 40 kilomètres de là... C'est faux de dire que les gens ne s'intéressent pas à ces questions, c'est simplement qu'ils y sont mal invités.

Des réunions de concertation sont pourtant organisées en amont des aménagements ?

GA : Oui, mais elles sont rarement pensées en fonction de la réalité des gens, de leurs contraintes quotidiennes. Et je suis en colère contre cette idée répandue dans ma profession que la plupart des habitants ne peuvent pas comprendre les enjeux. On peut parler de tous les sujets avec les habitants dès lors qu'on en fait l'effort. Avec Nicolas, nous avons travaillé sur le projet du Grand Paris Express (GPE) qui soulève énormément de questions. Qu'est-ce qu'il représente pour l'architecture des transports publics en Île-de-France ? Quelles conséquences pour la promotion immobilière, pour le rééquilibrage entre emplois et logements dans la région ? Quels seront les impacts écologiques ? Offrir des transports plus efficaces en zone 4 va-t-il accélérer l'étalement urbain ? Tous ces sujets, les habitants nous en parlent, même si ce n'est pas toujours avec le vocabulaire auquel nous sommes habitués. J'ajoute que la transparence est importante lorsqu'on travaille sur des projets d'aménagement. Il est souhaitable d'indiquer quelle est la part des financements publics, combien le promoteur achète les terrains, à quel prix seront vendus les logements, quelle est la contribution du promoteur à l'aménagement du quartier... Cela m'est arrivé plusieurs fois de convaincre un porteur de projet de le faire et les gens comprennent tout !

Les modèles de fonctionnement alternatifs que vous défendez ont-ils vocation à être absorbés par des politiques plus globales et plus classiques ?

ND : Il est possible de comparer avec l'agriculture. Il y a 30 ans, nous étions en pleine industrialisation de la filière agro-alimentaire et il y avait quelques pionniers qui faisaient du bio. Il s'agissait d'initiatives modestes et isolées. Aujourd'hui, la plupart des consommateurs sont conscients des enjeux liés aux pesticides, à la pollution, à l'épuisement des sols, à la perte de sens du métier d'agriculteur... Même les cantines publiques doivent désormais s'approvisionner pour moitié en bio. Ce qui n'était qu'un modèle de production alternatif est en train de devenir incontournable. Bien sûr, les modèles d'aménagement conventionnels demeurent ultra-dominants, mais des projets alternatifs existent, notamment dans l'habitat participatif. Ces initiatives restent éclatées et marginales mais elles constituent une alternative au schéma de la ville conventionnelle dont on mesure encore mal toutes les externalités négatives. À ce titre, le mouvement des gilets jaunes peut être interprété comme une réaction au malaise généré par les schémas de ville traditionnels qui

impliquent une grande passivité des habitants. J'espère qu'il ne faudra pas 30 ans pour se rendre compte que la ville peut être pensée différemment.

Est-ce que la prise en compte de la parole des habitants doit être mieux encadrée ?

GA : Il est à craindre que plus on parle de consultation, moins on en fait vraiment. Le mot est galvaudé, on a l'impression que la plupart des collectivités locales cherchent d'abord à s'acheter une conscience. Rares sont les véritables concertations, j'en ai connues seulement quelques-unes en 15 ans d'activité : un élu ouvre un espace de liberté, des services techniques acceptent de jouer le jeu, des entreprises comme la nôtre acceptent de travailler en étant peu payées... Pour que ce soit possible, il faut donc que des formes de militance se rencontrent. Plutôt qu'une institutionnalisation des consultations, c'est plutôt la preuve que ça réussit qui permettrait d'avancer.

C'est ce qui s'est passé avec les tiers-lieux : il y en a eu un, puis le maire d'à côté a trouvé ça génial et a voulu avoir le sien, un promoteur s'est dit « ça change de mes programmes habituels »... Le problème, c'est que lorsqu'on fabrique de la ville « co-produite », on ne sait pas bien dire ce que ça change, en quoi c'est différent de la ville traditionnelle. Quand on achète un fruit bio, on connaît plus ou moins la différence avec un fruit issu de l'agriculture intensive, qu'il y a moins de pesticides, etc. Quand on fait de la participation en urbanisme ou en immobilier, on dit trop peu en quoi le résultat final est différent. Un projet co-produit, un projet qui n'est pas élaboré en chambre, entre professionnels seulement, qui n'est pas le geste génial d'un architecte ou le fruit de la seule volonté d'un maire ou le fruit d'un extraordinaire travail technique, mais qui est débattu, parfois de façon conflictuelle... qu'est-ce que cela produit de différent ? L'espace public est conçu pour tous, c'est normal qu'il ne corresponde pas entièrement aux attentes de certains. Les conflits sont normaux, il ne faut pas en avoir peur. Mais si au bout du compte nous sommes capables d'expliquer pourquoi un projet est meilleur qu'un autre, nous donnerons à tous l'envie de le faire.

Si la ville co-produite est vraiment différente de la ville traditionnelle, cela devrait se voir, les habitants qui ont participé à son élaboration devraient s'y sentir mieux...

GA : Oui, mais ces projets sont rares. J'ai visité le Bistrot des amis, dans le 3^e arrondissement de Lyon, qui fait partie des Escapes solidaires d'Habitat et Humanisme Rhône. C'est un établissement ouvert à tous géré par des bénévoles et des acteurs du quartier. On



peut facilement passer devant sans le voir ! On peut habiter le même quartier sans savoir qu'une tentative d'y faire de la ville différemment y est menée. De même, l'un des plus beaux projets d'urbanisme co-produit sur lequel j'ai travaillé est situé au Havre. Ce quartier actuellement en cours de construction à

*Beaucoup de jeunes se sont appropriés le site faisant de l'expérience des Grand Voisins un succès populaire.
© Plateau urbain*

côté de la gare est né grâce au soutien du maire, Édouard Philippe, à une méthode nouvelle, concertée. Plein de gens le traversent chaque jour sans savoir à quel point il aurait pu être différent. La démolition de deux îlots entiers a été évitée ! En travaillant avec les habitants et les associations locales, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il ne fallait pas construire de centre social au sens traditionnel du terme.

En effet, les germes d'un tel équipement existaient déjà et il suffisait d'ajouter 200 mètres carrés à un local existant, d'élargir les compétences d'un équipement pensé jusqu'alors comme uniquement sportif, de construire un partenariat avec une association d'escalade... pour obtenir un meilleur résultat, là où le processus technique et politique était arrivé à la conclusion qu'il fallait construire un centre social. À l'arrivée, peu de gens savent qu'on a préféré soutenir des initiatives locales plutôt que de dépenser des centaines de milliers d'euros pour construire un équipement public coûteux. Finalement, le résultat de ces concertations est peu visible.

Au Havre, à l'issue de quatre années de coproduction, nous avons publié un livre racontant cette histoire avec des habitants qui témoignent des changements opérés dans leur vie quotidienne, des techniciens de la voirie qui racontent comment leur travail a été transformé par la collaboration avec les habitants... Au bout du compte, ce livre est publié à quelques centaines d'exemplaires et touche d'abord ceux qui ont participé à l'aventure !

Les projets auxquels vous avez participé sont-ils de nature à rendre la ville plus inclusive ?

GA : Ce qui est important, c'est de mettre tous les acteurs autour de la table, notamment les futurs gestionnaires des lieux. Les acteurs ont trop souvent tendance à intervenir les uns après les autres ce qui ne facilite pas les échanges. Mais attention, demander de l'inclusion, ça peut être un piège, de la poudre aux yeux ! Accueillir les corps, comme le dit Nicolas, c'est essentiel et la ville ne le fait plus, ou très mal. C'est d'une grande violence. Le démantèlement d'un camp de migrants est un cas extrême, bien sûr. Mais quand on ne propose plus d'assises, quand on ne peut plus s'allonger dans l'espace public, quand on doit attendre un bus en position assise-debout et non plus assise, l'enjeu de l'inclusion est là aussi ! J'ai participé au projet de rénovation de la place de la République à Paris et j'y retourne de temps en temps pour voir comment les choses évoluent. Un matin, sur l'un des grands bancs en bois, il y avait un oreiller, une bouteille d'eau, un tapis étalé sur le banc qui servait de matelas : quelqu'un avait dormi ici. Accueillir les corps, construire des toilettes accessibles à tous, c'est de l'inclusion.

Un exemple concret ?

GA : J'ai travaillé aussi sur la rénovation du pôle d'interconnexion des Halles, également à Paris, qui voit passer 600 000 personnes chaque jour, dont beaucoup de personnes précaires et des banlieusards qui font trois heures de transport par jour. Notre client nous demandait « quels sont les programmes innovants à mettre en place ? » La réponse était évidente : des toilettes publiques accessibles à tous ! Nous avons dû travailler pendant des mois pour faire aboutir une proposition viable. Les commanditaires étaient désolés, ils n'arrêtaient pas de nous dire : « on a commandé une étude de programmation et tout ce que vous nous dites, c'est qu'il faut mettre des toilettes ». Désolé, mais la réalité de l'inclusion, c'est ça ! Trouver le modèle économique pour installer des toilettes aux Halles, c'est compliqué car il faut trouver le bon opérateur, se poser la question des horaires d'ouverture, statuer sur le caractère gratuit ou non... Le problème du mot inclusion, c'est qu'il vient s'accoler à des petites choses de la vie quotidienne des gens. Dans le cas des projets de Yes We Camp, il y

a toute une scénographie qui rend les choses attrayantes, mais il ne faut pas oublier que des services de base y sont assurés.

ND : J'aimerais que lorsqu'un promoteur prétend faire de la ville inclusive, son travail puisse ensuite être évalué pour savoir si les promesses ont été tenues. Une ville inclusive, c'est une ville qui n'exclut pas, or la ville exclut d'abord aujourd'hui par les prix de l'immobilier. Il faudrait donc commencer par faire une ville moins chère, proposer des lieux plus accessibles pour habiter, travailler ou apprendre. Lorsque de nouveaux tiers-lieux sont construits, je regarde qui les fréquente, – les enjeux de cohabitation sont essentiels –, quelles possibilités d'usage et qu'est-ce que ce projet bouscule ? La plupart des gens sont d'accord pour dire que nous sommes dans une période de transition et qu'il faut changer les pratiques, mais ils ne mesurent pas toujours ce que ça implique. Ça implique de bouleverser nos habitudes. Un projet qui est choisi dans le cadre d'une opération d'aménagement, s'il ne bouscule personne, c'est probablement qu'il est mal adapté à notre époque. Pour qu'il y ait épanouissement, il faut qu'il y ait à la fois de la confiance et de la curiosité. Si on reste entre soi, ce ne sera probablement pas très intéressant. Et si on se retrouve tout seul au milieu de gens qui nous sont très différents, ce sera aussi difficile. Donc si nous voulons une ville plus inclusive qui laisse de la place à des gens fragiles, il faut trouver le bon dosage, le bon équilibre. Plus il y aura de gens fragiles dans ces lieux et plus tout le monde finira par trouver leur présence normale. C'est pourquoi les occupations temporaires de lieux vont dans le bon sens. Tous les bâtiments publics devraient avoir pour mission d'accueillir temporairement des publics fragiles. Yes We Camp a ouvert à Marseille un espace de 4 000 mètres carrés avec un foyer social et un centre d'hébergement d'urgence de 80 places. Après des débats difficiles, les riverains ont finalement bien accepté le projet car nous intervenons avec plusieurs missions, nous ne faisons pas que du social. Si nous pouvions nous habituer à cette possibilité de rencontre, on irions vers cette ville inclusive. Pour ça, il faudrait peut-être arrêter de s'étendre. Peut-être que bâtir une ville plus inclusive, ça passe par arrêter de construire et davantage utiliser l'existant.

**TABLE RONDE ANIMÉE PAR CATHERINE SABBABH, DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE L'IDHÉAL
ET RETRANSCRITE PAR JÉRÔME PORIER, CHEF DE PROJET OMIS**